



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

BRE / Section procédures environnementales

ARRÊTÉ

Arrêté portant prolongation de la durée d'exploitation accordée à la société NGS

N° DCL-BRENV-2025-66-1

SAS NGS

Le Bourg

71120 VENDENESSE-LES-CHAROLLES

Carrière de Vendennesse-les-Charolles

Lieu-dit « Terre de Vesvre »

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2017-159-1 du 7 juin 2017 portant autorisation d'exploiter une carrière de roche massive sur la commune de Vendennesse-les-Charolles au lieu-dit « Terre de Vesvre » à la société SAS NGS ;

Vu la demande déposée le 13 décembre 2024 par la société NGS dont le siège social est situé – Le Bourg - 71120 Vendennesse-les-Charolles, en vue de prolonger la durée autorisation de la carrière de Vendennesse-les-Charolles de 2 ans ;

Vu le rapport du 16 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 28 janvier 2025;

Vu l'absence d'observation sur ce projet ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 susvisé ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société NGS porte sur la prolongation de la durée autorisation de la carrière de 2 ans dans le seul but de remettre en état final le site exploité ;

Considérant que la modification envisagée ne consiste ni en une extension géographique des surfaces exploitables autorisées, ni à un approfondissement de la carrière, ni en une augmentation des volumes de production annuels et totaux autorisés, ni en une modification des conditions d'exploitation ;

Considérant que la modification envisagée ne porte que sur le plan de remise en état final sans changement des principes et des modalités ;

Considérant que l'usage ultérieur du site n'est pas modifié (usage à vocation agricole par restitution de surfaces agricoles) ;

Considérant que la modification pré-considérée n'est pas substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction de prescriptions complémentaires applicables à l'exploitant ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La société SAS NGS dont le siège social est – Le Bourg - 71120 VENDENESSE-LES-CHAROLLES, qui est autorisée à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la même commune, au lieu-dit « Terre de Vesvre », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Durée de l'autorisation

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2017 susvisé est remplacé par l'article 2 du présent arrêté.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 10 années soit jusqu'au 6 juin 2027. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive.

L'extraction de matériaux commercialisables n'est plus autorisée à compter du 7 juin 2024.

La remise en état du site doit être achevée six mois avant l'échéance de l'autorisation.

Article 3 – Montant des garanties financières

L'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2017 susvisé est remplacé par l'article 3 du présent arrêté.

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 2 phases quinquennales.

A chaque phase correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximal au sein de cette phase (ce montant inclus la TVA).

Phase	S1 (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ha)	S3 (C3 = 17775 €/ha)	TOTAL en € TTC (α = 1,384)
Phase 2 jusqu'au 6 juin 2027	0,73	3,7	0,92	224181

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et

de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Le montant des garanties financières pour la phase n° 2 est de 224181 euros calculé avec l'indice TP01 de 130,1. Cette somme est à cautionner à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'au 6 juin 2027 inclus.

Article 4 – Remise en état – principes- plan final

L'article 2.6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2017 susvisé est remplacé par l'article 4 du présent arrêté. Le plan de remise en état final en annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2017 susvisé est remplacé par le plan de remise en état final modifié en annexe 1 du présent arrêté.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doivent correspondre aux dispositions de la demande et au plan de remise en état final en annexe 1 du présent arrêté.

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

Article 5 – Remise en état – remblayage partiel par apports de déchets minéraux inertes

L'article 2.6.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2017 susvisé est complété par l'article 5 du présent arrêté.

Le volume maximum d'apport de déchets minéraux inertes destinés à la remise en état final du site est de 80 000 tonnes (44500 m³) à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les déchets proviennent principalement des chantiers de l'entreprise « SIVIGNON TP ».

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société NGS.

Article 7 - Exécution

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Vendenesse-les-Charolles et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le **07 MARS 2025**

Le Préfet



Yves SÉGUY

Délai et voie de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

2015. 26AM 1 11

Plan de remise en état final modifié




Yves SÉGUY

